



Des villageois de l'Anti-Atlas se dévouent pour alimenter leurs douars en eau potable (Géoparc Jbel Bani)

Des villageois de l'Anti-Atlas se dévouent pour alimenter leurs douars en eau potable (Géoparc Jbel Bani) De notre correspondante, Malika ALAMI & middot; L'initiative revient à un natif de la région qui n'en est pas à sa première action Les villageois des Douars Iguiouz, Ighir, Tagadirt et Anzerk dans la Province de Taroudant n'attendent pas que le programme d'alimentation en eau potable atteigne leur contrée pour bénéficier de cette prestation à domicile. Un natif de la région, M. Lahcen Zakri, en a décidé autrement. «C'est ma fa&ccedil;on de participer au développement de ma région natale. Les femmes de ces villages ont dès leur plus jeune âge la charge d'aller chercher l'eau à la source. L'avoir à domicile, va les libérer de cette corvée et permettre aux petites filles d'aller aussi à l'école», explique M. Zakri. Toutefois malgré cette bonne volonté, il avoue avoir eu du mal à convaincre les habitants des douars de la faisabilité de l'opération. «Les villageois ne comprenaient pas comment leurs douars perchés sur la montagne pouvaient bénéficier techniquement d'une installation de distribution d'eau potable», raconte-t-il. Mais une fois le premier douar alimenté, les habitants n'ont plus hésité ni à apporter leur contribution financière, ni à participer aux travaux. Estimés à 2,5 millions de DH, ceux-ci ont commencé en 1997. Ils n'auraient pas pu être réalisés bien sûr sans le concours financier de nombreux établissements et l'assistance technique des Services de l'Hydraulique et de l'ONEP. Ces organismes ont collaboré notamment à



la construction du château d'eau et à la mise en place des 12 km de canalisations nécessaires aux installations. Pour le financement de l'opération, M. Zakri a fait appel à la générosité de plusieurs institutions, particulièrement la CCIS d'Agadir, l'ONDA et la Sonaba. Il affirme que les travaux d'adduction d'eau potable sont déjà finalisés dans deux villages et en cours d'exécution dans les deux autres. M. Zakri n'en est pas à sa première action. Déjà en 1982, il s'était déjà mobilisé auprès des pouvoirs publics pour la réalisation d'une route de 23 km menant à ces douars. Au cours de cette même année, il avait aussi contribué à la construction d'un dispensaire dans sa région. Le 26/08/1999 Source web Par : L'Economiste